

cette question cruciale. Je l'invite à nous exposer franchement sa position à ce sujet.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA TOURNÉE D'INSPECTION DE LA POLLUTION DU NIAGARA PROJETÉE PAR LE MINISTRE

M. Joe Reid (St. Catharines): Madame le Président, le ministre de l'Environnement (M. Roberts) compte effectuer une tournée d'inspection des très nombreux lieux d'où émanent des agents polluants, le long des rives du Niagara, aux alentours du 6 juin. Cela fait trois ans que le premier ministre (M. Trudeau) a promis de prendre des mesures correctives et que les députés de l'opposition et le député de Niagara Falls (M. MacBain) multiplient sans relâche les démarches en ce sens.

La pollution du Niagara est un problème de portée nationale. La qualité de l'eau que boivent quatre millions de Canadiens est en jeu. En février dernier, j'ai prié instamment le ministre de ne pas mêler à cette question des considérations d'ordre sectaire et d'organiser une tournée à laquelle participeraient des députés de tous les partis. Je voudrais pouvoir accueillir le ministre dans ma région. Je veux pouvoir l'accompagner sur les lieux contaminés et de l'entendre expliquer pourquoi cette honte nationale se perpétue.

Si le ministre désire vraiment connaître les données du problème, pour le comprendre et prendre des mesures correctives, il doit d'abord s'intéresser à la santé et au bien-être de quatre millions de Canadiens avant de s'occuper de l'avenir du parti libéral et faire en sorte que la question soit réglée par des représentants de tous les partis. En agissant de la sorte, le ministre fera preuve du sens de ses responsabilités et on ne pourra pas mettre en doute sa sincérité. S'il est vraiment de bonne foi, qu'il le prouve en essayant de régler le problème de manière impartiale.

* * *

LES SPORTS

LE REFUS À SASKATOON D'UNE CONCESSION DE LA LIGUE NATIONALE DE HOCKEY

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Madame le Président, les propriétaires de la Ligue nationale de hockey ont refusé hier de transférer les Blues de St. Louis à Saskatoon. La Saskatchewan est désormais la seule province à l'ouest des Maritimes à ne pas compter d'équipe professionnelle de hockey, et ce en dépit du fait que des géants de ce sport comme M. Gordie Howe, et les vedettes de l'heure dont MM. Bob Bourne, Brian Trottier et Clark Gillies en sont originaires. L'une des principales raisons à ce refus est que M. Harold Ballard, le propriétaire de l'équipe des Maple Leafs, ces semblants de joueurs, a rejeté la requête de la Saskatchewan.

Des voix: Hou!

M. Nystrom: Si la LNH voulait transférer cette équipe à la Saskatchewan, les habitants s'y refuseraient catégoriquement.

Il y a aussi le fait en misant sur l'équipe des Blues de St. Louis, le premier ministre conservateur de la Saskatchewan en faisait son unique mégaprojet dans le cadre de sa politique

destinée à «attirer le client». Son échec est donc très déconcertant. Après tout, ce gouvernement conservateur n'a été que source de malheurs pour la province, car ne faut-il pas lui attribuer le chômage qui y sévit, l'affaiblissement de son secteur agricole, la perte de la popularité de l'exploitation de ses mines de potasse, le marasme dans lequel est plongée son économie et l'augmentation du nombre de faillites de ses entreprises? Ajoutons à cela son échec à nous obtenir l'équipe des Blues de St. Louis. En guise de conclusion, je propose que l'on fasse un échange de deux équipes perdantes: les Blues pour Saskatoon et Devine et son cabinet pour St. Louis.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA—LE FINANCEMENT

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, j'ai donné avis au ministre du Revenu national de la question que je vais lui poser. Quels fonds a reçus la Corporation de développement des investissements du Canada, à part le prêt de \$500,000 qui lui a été accordé aux termes de la loi sur l'administration financière?

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Madame le Président, la Corporation de développement des investissements du Canada a reçu certaines sommes d'argent à la suite de transferts d'actions de certaines corporations et en particulier de la société Eldorado Nucléaire Ltée.

[Traduction]

L'AUTORISATION D'OBTENIR DES FONDS DE L'ELDORADO NUCLÉAIRE LTÉE

L'hon. Perrin Beatty (Wellington-Dufferin-Simcoe): Madame le Président, nous sommes dans une situation où le gouvernement ne peut affecter des fonds directement à la CDIC parce que l'existence de cet organisme n'a jamais été reconnue par le Parlement. Le ministre peut-il confirmer que la société, dans sa hâte de mettre la main sur des fonds qu'elle ne peut pas obtenir directement du Parlement, tente de saigner diverses filiales, exige des droits de gestion de Canadair et de Havilland et force l'Eldorado Nucléaire à racheter 10 millions de ses propres actions, le produit de la transaction devant aller à la CDIC et non, comme il se devrait, au Fonds du revenu consolidé?

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national): Madame le Président, les raisons qu'impute le député à la Société d'assurance-dépôts du Canada pour la Corporation de développement des investissements du Canada de toucher des revenus ne sont pas du tout les bonnes. D'abord, pour ce qui est de la législation, j'aimerais indiquer au député que nous aurons l'occasion plus tard aujourd'hui de déposer le projet de loi, et que nous espérons avoir l'occasion de l'étudier le plus rapidement possible au Parlement.